



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-59751>

Département(s) de publication : 30

Annonce n° 26-59751

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Nîmes Métropole (30)

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 24300064300045

Ville : Nîmes Cedex 9

Code postal : 30947

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 30

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Identifiant interne de la consultation : 26T001FA

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Direction de la commande publique

Adresse mail du contact : commande-publique-agglo@nimes-metropole.fr

Numéro de téléphone du contact : +33 0434035700

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve : 1 /** Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique : DUME (déclaration pré-remplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) – pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant Ou, en cas de candidature classique Lettre de candidature (un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) : Remplir le formulaire DC1 (accessible sur : Formulaires de la commande publique | economie.gouv.fr) ou utiliser un format libre ; Pour les sous-traitants, l'annexe 1 de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance DC4) Déclaration sur l'honneur (un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) : Déclarations sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre

dans aucun des cas des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique (déclarations correspondantes dans le formulaire DC1 accessible sur : [Formulaires de la commande publique | economie.gouv.fr](https://economie.gouv.fr)) ; Pour les sous-traitants, l'annexe de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance DC4)

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve : 2 /** Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article R2143-3 et R2143-11 du Code de la Commande Publique : DUME (déclaration pré-remplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) – pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant ; Ou, en cas de candidature classique, déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles (2023, 2024 et 2025) en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (déclaration correspondante dans le formulaire DC2 accessible sur : [Formulaires de la commande publique | economie.gouv.fr](https://economie.gouv.fr) ou déclaration sur format libre). Preuve d'une assurance des risques professionnels dans le domaine d'activité concerné par le marché ; Concernant l'indication du chiffre d'affaire : Dans le cas où l'opérateur serait une entreprise nouvellement créée et se trouverait donc dans l'impossibilité objective de produire des chiffres d'affaires pour les 3 dernières années comme demandé dans le cadre, le candidat devra apporter la preuve de sa capacité financière par tous moyens en produisant à l'appui de son dossier de candidature tous éléments de nature à justifier, au-delà de son simple capital social, de sa capacité financière à assurer les prestations.
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve : 3 /** Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R2143-3 et R2143-11 du Code de la Commande Publique : Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années (2023, 2024 et 2025) ; Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ; Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du contrat Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. Les éléments de preuve relatifs à des travaux pertinents fournis il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Certificat de qualification professionnelle défini ci-après pour les candidats au présent marché : - FNTP 5422 Équipement des stations de pompage, refoulement et relèvement – Eaux Usées – Débit inférieur à 250 m3 par h. Le certificat précité pourra faire l'objet d'équivalence – preuves pouvant être apportées par tout moyen. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir celui délivré par les organismes de leur état d'origine.

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 21/07/2026 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Critères d'attribution : Les critères d'attribution sont définis dans le règlement de la consultation.

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Système d'assainissement de la Vaunage - Création de deux postes de refoulement des eaux usées sur la commune de Clarensac

Code CPV principal - Descripteur principal : 45232410

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : Cette opération s'inscrit dans le cadre de la création de la nouvelle STEU de la Vaunage et des réflexions menées sur la réorganisation du système de collecte des eaux usées de ce secteur. De plus, elle doit permettre d'améliorer la situation en matière de lutte contre les venues d'eaux claires parasites et ainsi compléter le programme de travaux en cours issu du diagnostic des réseaux mené en 2019. Le marché comporte 2 tranches: Tranche ferme : Création de 2 postes de refoulement des eaux usées sur la commune de Clarensac Tranche optionnelle : Aménagement d'un déversoir d'orage provisoire vers le Rhône Pour la tranche ferme il y a 5 phases: 1 : Préparation/ Etude d'exécution 2 : Création du poste de refoulement eaux usées "CARTEYRADES" 3 : Création du poste de refoulement eaux usées " GARRETS" 4 : Mise en service du PR "CARTEYRADES" 5 : Mise en service du PR "Garrets" Pour la tranche optionnelle il y a 2 phases: 1 : Préparation/Etudes d'exécution 2 : Aménagement d'un déversoir d'orage provisoire vers le Rhône Dans le cadre de cette consultation, la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole agit en tant qu'entité adjudicatrice. Les prestations ne sont pas réparties en lots séparés pour les motifs suivants : La dévolution en lots séparés (génie civil, équipement hydraulique, canalisation, clôture et serrurerie, espace vert) serait de nature à rendre l'exécution des prestations techniquement plus complexe et financièrement plus coûteuse. Compte tenu de la technicité des interventions et de l'interdépendance des différentes phases de travaux, un allotissement entraînerait des difficultés de coordination entre plusieurs titulaires, notamment en ce qui concerne l'organisation et l'enchaînement des tâches. Ces contraintes seraient de nature à compromettre la bonne réalisation des prestations dans les délais impartis. La multiplicité des intervenants générerait un surcoût lié aux sujétions de coordination, de pilotage, de responsabilité, gestion des interfaces

Lieu principal d'exécution du marché : Territoire de Nîmes Métropole (ou autre à préciser)

Durée du marché (en mois) : 28

Valeur estimée (H.T.) : entre euros et euros

La consultation comporte des tranches : Oui

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées. L'acheteur n'impose aucune variante. En cas de groupement conjoint titulaire du marché, l'acheteur public impose pour l'exécution que le mandataire soit solidaire conformément aux dispositions de l'article R.2124-24 alinéa II du code de la commande publique AIPR : L'exécution des prestations, conformément aux dispositions de l'article R.554-31 du code de l'environnement, est soumise à obligation de détention pour le personnel intervenant à proximité des réseaux de l'attestation d'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). DT ET DICT : Le présent marché est soumis aux dispositions des articles R.554-1 et suivants et R.554-19 et suivants du code de l'environnement, portant sur l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution. Ces textes prévoient notamment l'envoi des déclarations de travaux (DT) et des déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT). CSPS : Au sens de l'article R.4532-1 du code du travail, l'opération de travaux dans laquelle s'inscrit cette consultation est de niveau II (DP+PGC). CT : Au sens de l'article R.125-17 du code de la construction et de l'habitat, L'opération de travaux dans laquelle s'inscrit cette consultation comporte des missions de contrôleur techniques rappelées dans le dossier de la consultation. Le dossier de consultation des entreprises est gratuit, il est disponible sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>. Conditions de remise des offres ou des candidatures : l'acheteur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : [http://www.marches-](http://www.marches-securises.fr)

securises.fr. Aucun autre mode de transmission n'est autorisé. Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis selon les dispositions indiquées dans le règlement de la consultation. Assistance plateforme de dématérialisation : Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, un numéro est à la disposition des soumissionnaires : 04 92 90 93 27. La visite de site n'est pas obligatoire, mais recommandée.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 17/06/2026